

# Le monde paysan sur la défensive

5 avril 2008 - PAUL VETTER

**AGRICULTURE** Lors de l'assemblée générale de la Chambre valaisanne, de nombreuses craintes ont été émises. Parmi les dangers dénoncés, les accords de libre-échange, la 3e correction du Rhône... et l'UDC.



Dans le monde agricole, la langue de bois a rarement cours. L'assemblée générale de la Chambre valaisanne d'agriculture (CVA) tenue hier à Châteauneuf, n'a pas dérogé à la règle. Plusieurs soucis majeurs y ont été exprimés avec clarté.

Première inquiétude: les négociations de l'OMC et les accords de libre-échange avec l'Union européenne (UE). «Au niveau de l'OMC, nous nous opposons au projet du Conseil fédéral d'assouplir le mandat de négociation», a lancé le président de la CVA Jean-René Germanier. «La CVA s'oppose également, en l'état actuel, à la signature d'un accord de libre-échange avec l'UE.» Mais pour le conseiller national radical, l'aboutissement d'un accord OMC sans libre échange avec l'UE serait la pire des situations. «Il ne faut pas que l'ouverture se fasse à sens unique. Or un accord avec l'UE offre des perspectives d'accession à un immense marché», a commenté le président de la CVA. Mais un tel accord doit impérativement être associé à des mesures d'accompagnement. «Il faudra des mesures de soutien ciblées, notamment dans le secteur des fruits et légumes», a encore expliqué Jean-René Germanier, évoquant même la nécessité d'un «statut d'exception».

## Un véritable danger

Quand il s'agit de compter les amis de l'agriculture, le président de la CVA n'est pas tendre avec l'UDC. Sans jamais citer le parti agrarien, il s'est livré dans son allocution à une diatribe contre cette formation qui «a choisi, pour des raisons purement partisans, l'opposition au gouvernement». Pour lui, «le monde paysan dont le destin est intimement lié à la politique ne peut pas se permettre de sombrer dans une opposition. Les paysans ne doivent pas accepter d'être les otages d'idéologies qui n'ont pas de lien avec la profession», s'est-il écrié avant d'avertir avec conviction que «l'ambiance délétère qui règne actuellement dans la politique suisse où certains leaders qui, en plus, proviennent de milieux agricoles, se permettent d'insulter et d'attaquer quotidiennement nos conseillers fédéraux est un véritable danger pour la défense des intérêts de l'agriculture».

La troisième correction du Rhône avait une large place dans cette assemblée. Avant même l'état des lieux confié au chef du projet, Tony Arborino, le directeur de la CVA, Pierre-Yves Felley, a relevé certains problèmes: «Le défi du Valais, à l'horizon 2030, sera de disposer de suffisamment de bonnes terres arables pour nourrir une population qui n'aura cessé de croître. La troisième correction du Rhône doit correspondre aux objectifs du développement durable; or les bases légales qui soutiennent ce projet négligent les considérations économiques.»

## Tous sur le coteau

Dans sa présentation, Tony Arborino s'est attaché à démontrer la nécessité des sacrifices demandés aux paysans. Des sacrifices qui seront, selon les derniers calculs, bien moindres que craints par certains: «Le Valais perdra 450 hectares de terres agricoles, soit 4,5% des surfaces cultivables de plaine.» L'ingénieur a en outre insisté sur le facteur temps: en 2020, on n'aura utilisé que 110 hectares et ce n'est qu'en 2050 que la totalité des terres seront perdues pour les paysans.

Toutes les explications du chef du projet n'ont pas convaincu Pierre Haefliger, le président de l'Association pour la défense du sol agricole. «Ces 450 hectares, c'est 20 millions de chiffre d'affaires et 500 à 700 places de travail. Tout ça pour apaiser des remords écologiques. Vous qui aimez tant corriger, corrigez le projet avant de corriger le Rhône», a-t-il lancé à la cantonade.

Excédé par des mesures sécuritaires qu'il juge excessives, le député UDC Albert Pitteloud, après avoir donné une leçon technique à l'ingénieur, a tiré une conclusion définitive: «Dans ces conditions, il faut quitter la plaine et habiter sur le coteau!»